

Observatoire « Russie, Europe orientale et Caucase du Sud »*

Débats stratégiques



Centre Russie/NEI

Note n° 31(64)
Novembre 2021

Points clés

- Après la destruction d'un satellite soviétique par l'armée russe, Moscou et Washington doivent reprendre les négociations sur les systèmes de défense antimissile et la militarisation de l'espace pour éviter la course aux armements.
- La Russie perfectionne ses capacités matérielles et opérationnelles en matière de lutte anti-drones.
- Le renforcement du potentiel nucléaire chinois ne crée pas de nouvelle menace militaire pour la Russie, mais risque de remettre en cause l'équilibre nucléaire mondial existant. En cas de course aux armements, Moscou mettra probablement sur les sous-marins nucléaires.

Outil militaire : capacités et modernisation

A. Baklitski, du MGIMO, estime que **la destruction par la Russie d'un satellite soviétique en novembre était probablement liée aux essais du futur système de défense antimissile S-550**. Néanmoins, des zones d'ombre subsistent quant à la nature et aux objectifs de cette opération. Une telle opacité risque de favoriser la course aux armements, notamment dans le domaine spatial. **Il serait souhaitable que Moscou et Washington reprennent les négociations sur l'interdiction des armes dans l'espace** et la limitation des systèmes de défense antimissile (*Forbes*, 15 novembre 2021).

L'expert militaire V. Mourakhovski, rédacteur en chef d'*Arsenal Otechestva*, considère que les exercices militaires menés début novembre en Crimée et dans le Caucase ont montré l'efficacité des nouveaux matériels de défense antiaérienne russes contre les drones. D'une manière générale, **le recours à des unités intégrées combinant des systèmes de défense antiaérienne, des moyens de guerre électronique et des snipers, s'avère particulièrement efficace contre les drones**. Le terrain syrien l'a confirmé. Par ailleurs, l'armée peut recourir aux avions de détection et de commandement (AWACS) pour repérer ces appareils. Les futurs drones russes équipés de radars (en cours de développement) permettront de parfaire le dispositif (*Izvestia*, 3 novembre 2021).

Nucléaire / Dissuasion

Selon D. Stefanovitch, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (MEMO), **le renforcement des capacités militaires nucléaires chinoises ne fait pas peser de nouvelle menace sur la Russie**. Théoriquement, Pékin était déjà en mesure de frapper l'intégralité du territoire russe. En outre, compte tenu de l'étroite coopération sino-russe dans le domaine du nucléaire civil, les militaires russes disposent d'un avantage sur les Occidentaux en termes de compréhension et d'évaluation des capacités chinoises. **En revanche, l'accroissement du potentiel chinois pourrait compliquer le dialogue sur la stabilité stratégique avec Washington**, et remettre en cause le format bilatéral du traité New START. Plus largement, il pourrait provoquer une course aux armements entre les cinq puissances nucléaires (P5). Le cas échéant, Moscou se concentrerait probablement sur le perfectionnement de la nouvelle génération de croiseurs sous-marins nucléaires russes

Points clés

- Moscou et Pékin doivent promouvoir une réforme de l'ONU « par le bas » pour renforcer son efficacité, avant de s'atteler à une refonte de ses instances supérieures.
- La multiplicité des foyers de tension et le jeu des alliances évoquent la perspective d'un troisième conflit mondial, dont le point de départ pourrait être Taïwan ou la mer Noire.
- Si les capacités de dissuasion entre la Russie et l'OTAN sont équilibrées dans la région baltique, l'Arctique russe est en revanche vulnérable face à l'Alliance atlantique.
- Il est peu vraisemblable que Moscou ait été impliqué dans la crise migratoire provoquée par Minsk, car celle-ci visait à un rétablissement (certes contraint) du dialogue entre le Bélarus et l'UE.
- La Russie renonce à imposer au Bélarus une intégration politique à marche forcée, qui risquerait de déstabiliser Minsk et de le faire basculer vers l'Occident lors de la transition du pouvoir.

équipés de missiles stratégiques (*Rossia v Globalnoi Politike*, 5 novembre 2021).

Contexte stratégique

A. Kortounov, du Russian International Affairs Council (RIAC), estime que l'absence récurrente de consensus au Conseil de sécurité de l'ONU rend cet organe impuissant face aux conflits les plus destructeurs, et finit par miner la légitimité des Nations unies dans leur ensemble. **La Russie et la Chine auraient intérêt à promouvoir une réforme de l'ONU « par le bas »** : renforcer la coordination entre les nombreuses agences spécialisées, réduire les lourdeurs bureaucratiques, actualiser la capacité de maintien de la paix et mettre l'accent sur la prévention des conflits. Cette initiative russo-chinoise consolidée devra inclure autant de membres de l'Organisation que possible. Quand ce processus aura pris de l'ampleur, il sera possible d'envisager une restructuration du Secrétariat de l'ONU, un renforcement des pouvoirs de l'Assemblée générale et, enfin, une recomposition du Conseil de sécurité (*Rossiiskii Sovet po Mejdunarodnym Delam*, 25 octobre 2021).

Pour A. Kortounov, **la situation géopolitique actuelle est similaire à celle qui précédait la Première Guerre mondiale** : toutes régions du monde confondues, les puissances ne souhaitent pas entrer en guerre, mais pourraient se trouver prises dans un engrenage. Taïwan est le principal point chaud. Concernant la Russie, il est peu probable qu'un conflit se déclenche dans la région de la Baltique (où des mesures pour le renforcement de la stabilité régionale ont été adoptées par les deux camps) ainsi qu'en Syrie (où les armées russe et américaine interagissent étroitement pour éviter les incidents aériens). En revanche, **la mer Noire pourrait se révéler une poudrière**. Dans cette zone, contrairement à d'autres théâtres où Moscou et Ankara sont en compétition-partenariat, « la Turquie n'est pas la solution, mais le problème ». Elle y mène un jeu ambivalent avec tous ses partenaires et refuse les mesures de confiance proposées par la Russie. Par ailleurs, un conflit turco-grec, en s'étendant au Moyen-Orient puis à la Russie, pourrait aussi servir de détonateur à une guerre mondiale (*Biznes Online*, 24 octobre 2021).

Pour D. Stefanovitch, **la région de la mer Baltique constitue une « impasse stratégique »** pour la Russie et l'OTAN : si une guerre de grande ampleur éclatait, Kaliningrad et les trois États baltes seraient probablement détruits. **La communauté stratégique russe est davantage préoccupée par l'Arctique**. Cette région, cruciale en termes de transport et de ressources, serait vulnérable à d'éventuelles frappes de l'OTAN, et sa défense (y compris celle des sous-marins) nécessite d'importants moyens (*Rossia v Globalnoi Politike*, novembre/décembre 2021).

Bélarus

Selon M. Samoroukov, rédacteur en chef adjoint du Centre Carnegie de Moscou, le gouvernement bélarusse a provoqué la crise migratoire dans une logique de « vengeance » contre la Pologne et la Lituanie, qui ont été les plus fervents partisans des sanctions contre Minsk et hébergent plusieurs opposants politiques. Cependant, A. Loukachenka comptait aussi sur une reprise du dialogue direct avec l'Europe afin d'obtenir la levée des sanctions et la reconnaissance de sa légitimité comme président après les élections d'août 2020. Cette tentative maladroite de restaurer sa politique multi-vectorielle contredisait les intérêts russes, et **aucune preuve ne corrobore l'implication de la Russie dans la manœuvre bélarusse**. L'organisation de la crise frontalière confirme, au contraire, l'autonomie du gouvernement bélarusse par rapport au Kremlin. Le fait que Moscou se soit joint opportunément aux critiques de Minsk

Points clés

- Certains experts estiment que la nouvelle doctrine militaire de l'État de l'Union répond aux défis actuels, d'autres y voient avant tout une manœuvre opportuniste d'A. Loukachenka destinée à effrayer l'Europe.
- Le programme ukraino-turc de drones militaires pourrait changer la donne dans le Donbass, en faveur de l'Ukraine. Néanmoins, la Russie peut encore muscler sa présence militaire à la frontière et son dispositif antiaérien, tandis que les séparatistes prorusses pourraient chercher à se procurer illégalement des missiles de différents types (et pas nécessairement auprès de la Russie).

visant la gestion européenne de la crise ne doit pas masquer les tensions bilatérales persistantes (*Centre Carnegie de Moscou*, 11 novembre 2021).

M. Samoroukov souligne que les accords d'intégration russo-bélarusses signés le 4 novembre ne prévoient pas de parlement commun, de monnaie ou d'institutions communes. La Russie semble renoncer à ses ambitions en matière d'intégration, car elle souhaite créer les conditions favorables à une transition du pouvoir apaisée au Bélarus : le référendum sur la réforme constitutionnelle aura lieu en février 2022, et A. Loukachenka ne briguera probablement plus de nouveau mandat. **La priorité du Kremlin est de s'assurer que Minsk ne rejoigne pas le camp pro-occidental après la fin du régime actuel. À cette fin, la Russie est prête à renoncer à l'intégration politique bilatérale trop poussée** (*Centre Carnegie de Moscou*, 10 novembre 2021).

A. Rousakovitch, du Centre pour l'étude de la politique étrangère et de la sécurité bélarusse, estime que la nouvelle version de la doctrine militaire de l'État de l'Union russo-bélarusse, signée le 4 novembre, prend en compte les évolutions de la situation militaire et stratégique en Europe, notamment l'expansion de l'OTAN, les « révolutions de couleur », le recours aux mercenaires et le cyberspace. **Le développement de forces armées régionales communes constituera l'un des domaines de coopération prioritaire.** Le potentiel militaire de l'Union sera développé par les exercices conjoints, notamment dans le domaine aérien (*Eurasia Expert*, 8 novembre 2021).

La rédaction du Belarus Security Blog (fondé par A. Paratnikau) estime que **la signature de la nouvelle doctrine militaire de l'État de l'Union est avant tout un « coup politique » pour A. Loukachenka**, un moyen de pression supplémentaire dans son bras de fer avec l'Union européenne. Tandis que les tensions augmentent avec la Pologne, la menace d'une intervention militaire russe, bien que peu probable, augmente les enjeux de la crise et amplifie la voix de Minsk (*Belarus Security Blog*, 9 novembre 2021).

Ukraine / mer Noire

Pour l'expert militaire indépendant A. Golts, après la Syrie, la Libye et le Haut-Karabagh, les drones turcs perturbent le jeu de la Russie dans le Donbass. **L'acquisition de drones turcs par l'Ukraine pourrait donner l'avantage à cette dernière.** Les systèmes de défense antiaérienne russes à courte portée Pantsir S-1 et Tor M2 sont utiles pour protéger des formations militaires en marche ou des sites militaires importants, comme un quartier général ou des entrepôts. En revanche, ils semblent peu adéquats dans une guerre de position comme celle du Donbass, qui nécessiterait d'en déployer (ainsi que des stations radars) en grand nombre, tous les cinq kilomètres. Les mouvements de troupes russes en cours visent peut-être à provoquer une guerre de mouvement pour sortir de cette configuration désavantageuse (*Republic*, 1^{er} novembre 2021).

L'expert militaire de TASS, D. Litovkine, considère que l'Ukraine dispose d'un budget militaire suffisamment élevé (environ 6% du PIB) pour mener à bien son programme de fabrication de drones militaires avec la Turquie. Pour l'heure, les républiques séparatistes du Donbass ne disposent pas de systèmes de défense antiaérienne suffisants pour y faire face. Cependant, dans le contexte actuel d'effondrement des régimes de maîtrise des armements et de non-prolifération, **Donetsk et Lougansk pourraient se procurer non seulement des systèmes de défense antiaérienne**

Points clés

- La Turquie coopère avec l'Ukraine tant qu'elle ne tire des bénéfices, mais elle ne prendra pas le risque de s'engager dans une guerre contre la Russie.
- Pour certains experts, la modernisation de l'armée ukrainienne semble dissuader la Russie de mener une intervention militaire en Ukraine. Moscou privilégie les manœuvres à la frontière (côté russe), qui entretiennent l'incertitude et l'instabilité.
- D'autres experts estiment au contraire que la situation en Ukraine évoque le contexte qui a précédé la guerre russo-géorgienne de 2008. La neutralité de Kiev doit être réaffirmée pour éviter l'escalade.
- Le retour d'observateurs internationaux à l'est de l'Ukraine permettrait d'éviter une intervention militaire américaine basée sur des rumeurs.

modernes, mais aussi des systèmes de missiles antiaériens, des missiles de croisière et des missiles tactiques. Leurs fournisseurs potentiels seraient la Chine, l'Iran ou la Corée du Nord, voire la Turquie (qui ne refusera pas une proposition financière avantageuse) (*TASS*, 8 novembre 2021).

Pour sa part, O. Falitchev, de *Voiënno-Promychlennyï Kourier*, estime qu'en cas d'agression ukrainienne contre le Donbass au moyen de drones, la Russie pourrait organiser de nouvelles manœuvres militaires à grande échelle à la frontière, déployer massivement des systèmes de défense antiaérienne pour couvrir le Donbass, ou encore projeter unilatéralement ses « forces de maintien de la paix » dans la région afin d'y assurer la protection des habitants, dont de nombreux détenteurs de passeports russes. **Moscou pourrait aussi employer des moyens de guerre électronique, dont le système Krassoukha-4, qui permet de brouiller les radars et les communications, et dont l'efficacité contre les drones a été prouvée** dans le Haut-Karabagh (*Voiënno-Promychlennyï Kourier*, 1^{er} novembre 2021).

Pour le politologue (sans affiliation connue) D. Batourine, les objectifs géopolitiques contradictoires de la Turquie conduisent celle-ci à mener des coopérations militaro-techniques avec l'Ukraine comme avec la Russie. Cependant, **Ankara ne souhaite pas s'impliquer dans une éventuelle guerre dans le Donbass**, car un affrontement avec Moscou nuirait à ses intérêts, notamment sur le théâtre syrien (*Mejdounarodnaïa Jizn*, 6 novembre 2021).

Pour F. Loukianov, rédacteur en chef de *Russia in Global Affairs*, la confrontation russo-américaine en lien avec l'Ukraine pourrait se révéler un jalon majeur dans l'histoire européenne post-guerre froide. La situation actuelle est dangereuse. Le discours de V. Poutine du 18 novembre au ministère des Affaires étrangères russe marque le rejet du principe selon lequel tout pays (l'Ukraine en l'occurrence) peut choisir librement ses alliances. La Russie n'attaquera pas la Pologne ou les Pays baltes ; en revanche, le fait que l'Ukraine se comporte comme si elle était membre de l'OTAN augmente le risque d'un affrontement militaire. **Le contexte est proche de celui qui a conduit à la guerre russo-géorgienne de 2008.** Il est urgent de sortir de la « zone grise » que constitue l'absence de garanties formelles de la part de l'OTAN, combinée au « dopage » politique, idéologique et en partie militaire de ses partenaires. **L'élargissement de l'Alliance doit s'arrêter et la notion de « finlandisation » doit revenir à l'ordre du jour** (*Profil*, 23 novembre 2021).

S. Garmach, représentant (pour Kiev) de la région de Donetsk au sein du Groupe de contact tripartite pour le règlement du conflit du Donbass, considère que **le renforcement de l'armée ukrainienne ne permet plus à Moscou d'envisager une « guerre éclair » à l'est de l'Ukraine. La Russie cherche désormais à faire perdurer la « confrontation contrôlée »** en déployant ses troupes à la frontière, pour maintenir l'Ukraine sous pression et la dissuader d'intervenir dans le Donbass. Cependant, ces démonstrations de force impressionnent aujourd'hui davantage les Occidentaux que Kiev (*Zerkalo Nedeli*, 11 novembre 2021).

Pour A. Arbatov, de l'IMEMO, **le retour des observateurs internationaux indépendants mettrait un terme aux spéculations américaines sur l'accumulation de troupes russes** et dissuaderait Washington de s'engager militairement sous la pression des interventionnistes (*Gazeta.ru*, 8 novembre 2021).

T. Silina, de *Zerkalo Nedeli* (Kiev), estime pour sa part que **l'Ukraine ne doit pas compter sur une intervention militaire directe des États-Unis en sa faveur.**

Points clés

- L'utilisation de « l'arme énergétique » russe contre la Moldavie pourrait, à plus long terme, inciter Chisinau à diversifier ses approvisionnements au détriment de Gazprom.
- Les incursions azerbaïdjanaises de novembre en Arménie visaient à obtenir l'abandon des revendications arméniennes sur le Haut-Karabagh, et se reproduiront probablement.
- N. Pachinian, porté par un rejet croissant de l'influence russe au sein des élites, semble avoir cherché à dissuader l'armée russe d'intervenir aux côtés de l'Arménie en novembre.

Néanmoins, Kiev attend que Washington concrétise d'une quelconque manière son soutien essentiellement verbal jusqu'à présent (*Zerkalo Nedeli*, 15 novembre 2021).

Moldavie

D. Tchenoucha (*Expert Grup*, Chisinau) estime que la récente crise du gaz en Moldavie (résolue *in extremis* par la signature d'un contrat avec Gazprom) servait deux objectifs de Moscou : d'une part, sanctionner et déstabiliser le gouvernement proeuropéen de M. Sandu ; d'autre part, imposer un contrat de long terme excluant le transit par l'Ukraine. **À plus long terme, la crise gazière pourrait toutefois inciter la Moldavie à s'affranchir du gaz russe à l'instar de l'Ukraine. Pour y parvenir, Chisinau aura besoin d'une augmentation de l'aide financière de l'UE et de garanties quant à d'éventuels approvisionnements alternatifs (en provenance, notamment, de Pologne, de Roumanie et d'Ukraine)** (*Riddle*, 1^{er} novembre 2021).

Caucase du Sud

Pour K. Krivocheïev, de *Kommersant*, les affrontements du 16 novembre à la frontière de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, qui ont entraîné des pertes dans les deux camps, pourraient se reproduire. **Les violations des frontières de l'Arménie et la menace de prendre la région de Syunik** (qui sépare le Nakhitchevan de l'Azerbaïdjan) **constituent pour Bakou une réponse aux revendications arméniennes sur le Haut-Karabagh** : tant qu'Erevan ne reconnaîtra pas les frontières de l'Azerbaïdjan, Bakou ne reconnaîtra pas celles de l'Arménie. Pour sa part, Erevan a compris qu'il ne pouvait compter ni sur l'OTSC (qui n'est pas intervenue et perd toute crédibilité), ni sur une intervention militaire russe. Le processus diplomatique de règlement du conflit semble grippé. Pour prévenir de futures agressions similaires, la Russie pourrait proposer de mettre en place une zone démilitarisée dans la région de Syunik ; mais l'Azerbaïdjan, déjà irrité par la présence des forces russes de maintien de la paix au Haut-Karabagh, refuserait sans doute cette option. Les appels de S. Choïgou à ses homologues arménien et azerbaïdjanais, qui ont aidé à mettre un terme aux combats du 16 novembre, resteront probablement le mécanisme privilégié en cas de crise (*Centre Carnegie de Moscou*, 18 novembre 2021).

Selon G. Mirzaïan, journaliste et professeur associé à l'Université des finances de Moscou, **N. Pachinian n'a rien fait pour inciter le Kremlin à intervenir en Arménie** lors de l'incursion azerbaïdjanaise de novembre : il a peu mobilisé sa propre armée et n'a pas respecté la procédure écrite d'appel à l'OTSC. La politique ambivalente du Premier ministre arménien s'inscrit dans un contexte où une partie de son entourage politique (y compris le président du Conseil de sécurité arménien) rejette l'influence de Moscou et appelle à se tourner vers d'autres alliés. Or, **l'Arménie ne peut compter que sur la Russie pour assurer sa sécurité** : les États-Unis abandonnent leurs protégés les uns après les autres, la France a montré son impuissance au Mali, le Royaume-Uni s'est rapproché de la Turquie et la Chine s'intéresse peu à la région (*Snob*, 17 novembre 2021).

Afghanistan

A. Mardassov et K. Semenov, du RIAC, estiment que les talibans n'exercent qu'un contrôle limité sur le pays, et particulièrement fragile dans les zones rurales. En outre, leur mouvement comporte toujours des éléments radicaux, et entretient des liens troubles avec certains groupes terroristes locaux. Selon toute vraisemblance, **l'Afghanistan est voué à (re)devenir un « refuge pour les fondamentalistes du**

Points clés

- Moscou ne doit pas s'empresse de légitimer les talibans, dont les capacités et la détermination à combattre le terrorisme restent incertaines.
- La Chine a besoin des ressources énergétiques et de l'assistance militaire russes. En contrepartie, Moscou pourrait exiger des avantages économiques, et éviter ainsi la formation d'une relation trop asymétrique.
- En Indopacifique, la Russie doit soigner les relations avec ses partenaires asiatiques hors Chine pour contrer l'AUKUS et le Quad.

monde entier ». La détermination des talibans à coopérer avec Moscou dans la lutte antiterroriste reste sujette à caution. Dès lors, **la Russie doit rester mesurée dans son soutien au nouveau régime de Kaboul** : d'une part, la communauté internationale la tiendra pour responsable en cas d'attentat commis par les talibans ou par les mouvements qui leur sont proches ; d'autre part, le risque d'infiltration de combattants islamistes dans les autres pays d'Asie centrale puis en Russie n'est pas négligeable (*Riddle*, 10 novembre 2021).

Pour S. Sodikov, du MGIMO, la création d'une ligne ferroviaire (en cours de discussion entre les entreprises russes et ouzbékistanaises) qui relierait la Russie à l'Asie du Sud-Est *via* l'Afghanistan serait une aubaine économique pour la Russie. Toutefois, l'instabilité de l'Afghanistan actuel, ainsi que son cadre législatif flou (les talibans ne reconnaissent que la charia) rend cette perspective incertaine (*Tsentr Voïenno-Politicheskikh Issledovanii*, 1^{er} novembre 2021).

Asie

Selon un rapport du *think tank* (progouvernemental) Russtrat, la Russie dispose de plusieurs atouts qui, bien utilisés, pourraient lui permettre de renforcer ses relations avec la Chine sans pour autant devenir son *junior partner*. Premièrement, pendant les 20-25 prochaines années, la Chine conservera des besoins énergétiques considérables, ce qui induira une dépendance à l'égard de la Russie dans ce domaine. Deuxièmement, la Chine s'efforcera d'approfondir son partenariat militaire avec la Russie, afin de disposer d'un allié dans la région Asie-Pacifique (et libérer celle-ci de l'influence américaine), mais aussi car elle a besoin de Moscou comme pourvoyeur de sécurité au Moyen-Orient et en Afrique. Néanmoins, la Russie doit exiger des contreparties : **le soutien russe à la Chine devrait être directement conditionné à l'octroi de privilèges économiques de la part de celle-ci**. En particulier, la Russie doit obtenir des parts de marchés garanties pour ses exportations de biens technologiques (engrais, produits chimiques, machines et équipements agricoles, construction d'infrastructures, énergie nucléaire). Elle doit aussi pouvoir investir dans les infrastructures de la région et en tirer une rente (*Russtrat*, 8 novembre 2021).

D. Trénine, du Centre Carnegie de Moscou, estime que **la Russie est préoccupée par le Quad (Dialogue de sécurité quadrilatéral) et l'AUKUS** (alliance entre l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni) car elles visent, selon elle, à établir en Indopacifique une architecture politique, économique et militaire favorable aux intérêts américains. Ces initiatives pourraient fragiliser les organisations régionales plus « inclusives » (dont l'ASEAN, qui invite la Russie à ses réunions), mais aussi les relations bilatérales de Moscou, avec New Delhi au premier chef. **Moscou répondra probablement à ce défi de deux manières : d'une part, en cherchant à dynamiser ses relations avec ses partenaires asiatiques ; d'autre part, en évitant de s'opposer aux opérations de l'AUKUS en mer de Chine méridionale**, pour ménager les pays asiatiques inquiets de la puissance chinoise. En cas de guerre entre la Chine et Taïwan, la Russie n'interviendra pas, mais elle condamnera fermement toute ingérence américaine éventuelle. **Il est peu probable que la Chine et la Russie coordonnent leur politique envers Taïwan et l'Ukraine**, car chacune veut préserver sa flexibilité stratégique et mener indépendamment sa confrontation avec les États-Unis. En revanche, tant que les sanctions occidentales se maintiendront, la Russie risque d'accroître sa dépendance financière et technologique à l'égard de la Chine (*Centre Carnegie de Moscou*, 3 novembre 2021).

Points clés

- Pour conserver son influence au Moyen-Orient, la Russie doit à la fois maintenir son partenariat avec l'Iran et prévenir toute escalade autour du programme nucléaire iranien.
- Moscou aurait intérêt à définir sa stratégie multi-vectorielle pour l'Afrique, et à la présenter lors du prochain sommet Russie-Afrique.
- Moscou mènera une politique climatique prudente et principalement guidée par ses intérêts.

Moyen-Orient

Selon un rapport de P. Kortounov, du RIAC, et d'A. Divsalar, de l'Institut universitaire européen (IUE), le partenariat avec un « Iran fort » au Moyen-Orient donne à la Russie des leviers de négociations avec Israël et l'Arabie saoudite et lui permet, plus généralement, de conserver ses positions régionales. Néanmoins, la décision éventuelle de Téhéran de maintenir son programme nucléaire placerait Moscou dans une situation délicate : en cas de guerre entre l'Iran et ses adversaires régionaux ou les États-Unis, la Russie ne voudrait ni s'engager en faveur de l'Iran, ni rester spectatrice d'un conflit susceptible de déstabiliser l'ensemble du Moyen-Orient (au détriment des intérêts russes). **Moscou a intérêt à maintenir une « tension contrôlée » autour du programme nucléaire iranien**, en combinant efforts de médiation (négociations pour la sécurité régionale et lutte contre la prolifération) et renforcement de la dissuasion régionale (livraisons de systèmes de défense antiaérienne aux différents pays) (*Rossiiskii Sovet po Mejdounarodnym Delam*, 2 novembre 2021).

Afrique

Selon un rapport du Haut collège d'économie, de nombreux obstacles à l'approfondissement des relations russo-africaines demeurent : l'absence d'une stratégie russe claire et cohérente, le faible nombre de visites de V. Poutine à ses homologues, l'insuffisance de l'architecture diplomatique russo-africaine, la mauvaise gestion de l'aide russe à l'Afrique... **Lors du prochain sommet Russie-Afrique en 2022, la Russie aurait intérêt à présenter un document doctrinal sur sa stratégie envers l'Afrique**, coordonné en amont avec ses partenaires du continent. Ce document devrait couvrir trois volets : 1) les liens politiques et idéologiques avec l'Afrique dans son ensemble ; 2) les relations commerciales et économiques ; 3) les relations bilatérales, qui ne doivent pas se limiter à l'Égypte, l'Afrique du Sud et l'Algérie. Dans une perspective de long terme, **sur le plan sécuritaire, la Russie devra se concentrer sur le transfert de compétences**, la formation des officiers, le développement des infrastructures de maintien de la paix, le renforcement des forces armées et le soutien aux missions de l'Union africaine, **pour éviter de maintenir une présence militaire directe permanente sur le continent**. Dans le domaine commercial, les principales perspectives d'exportation concernent l'agriculture, les transports, l'énergie et les services. Il conviendrait aussi d'augmenter les importations en provenance d'Afrique, afin de stabiliser les relations politiques. D'une manière générale, **Moscou aurait intérêt à un approfondissement de l'intégration africaine**, notamment *via* le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine et le renforcement de l'Union africaine. Cette intégration favoriserait la formation d'un ordre polycentrique, augmenterait le rôle de la Russie et ouvrirait à celle-ci un vaste marché (*Rossiiskii Sovet po Mejdounarodnym Delam*, 16 novembre 2021, *Vyschaïa Chkola Ekonomiki*, novembre 2021).

Énergie et climat

Pour D. Trénine, **Moscou prend désormais au sérieux la question du changement climatique**. Sa politique en la matière sera principalement dictée par la défense des intérêts nationaux – environnementaux, économiques et politiques (la transition énergétique concordera vraisemblablement avec celle du pouvoir). **Moscou fera preuve de prudence, s'abstenant de toute réorientation précipitée** ; comme l'a récemment réaffirmé le président de Rosneft I. Setchine, la récente crise gazière en Europe a montré l'importance de poursuivre les investissements dans les sources

Points clés

- La Russie devrait conditionner l'augmentation des livraisons de gaz vers l'Europe à la levée des sanctions et à la reprise de la coopération technologique.
- La Russie aurait intérêt à affecter le développement de l'hydrogène à son marché intérieur, plutôt que de miser sur les exportations qui pourraient s'avérer non-rentables.

d'énergies traditionnelles (*Centre Carnegie de Moscou*, 19 novembre 2021).

Pour A. Lossev, directeur de la société de conseil *Sputnik-Oupravlenie Kapitalom*, **la Russie ne doit pas se contenter de contreparties financières pour une éventuelle augmentation des livraisons de gaz vers l'Union européenne**, mais exiger la levée des sanctions et une reprise des transferts de technologies, en particulier en matière de production pétrolière, d'ingénierie mécanique et énergétique, de biomédecine et d'informatique (*Kommersant*, 28 octobre 2021).

Iou. Melnikov, du Centre des études énergétiques de Skolkovo, considère que **le pari russe sur l'exportation d'hydrogène pourrait ne pas s'avérer pertinent**. Ce type d'énergie peut être produit par un grand nombre de pays, et il n'est pas certain qu'il confère à la Russie un avantage concurrentiel. En outre, le coût des technologies liées à l'hydrogène (tout au long de la chaîne, de la production à la distribution) est élevé, particulièrement en cas d'exportations vers des pays éloignés, ce qui pourrait dissuader les investisseurs. La priorité serait plutôt d'intégrer l'hydrogène dans la stratégie de développement du pays à long terme, ce qui permettra de développer les technologies nationales et de diminuer les émissions de CO₂ (*Club Valdai*, 29 octobre 2021).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.